

COVID – 19 : NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

Débutée en décembre 2019, la pandémie de maladie à Coronavirus atteignait dimanche soir 153 517 cas d'après l'Organisation Mondiale de la Santé qui fixe comme impératif la limitation des contacts physiques. De nombreux gouvernements, et notamment le gouvernement Macron, ont toutefois fait le choix de retarder au maximum les mesures préventives.

Après les injonctions contradictoires du ministre de l'éducation nationale durant le week-end du 14-15 mars, qui a finalement abandonné l'idée d'obliger les enseignant-e-s à se rendre dans les établissements scolaires, c'est dans les entreprises que l'absence de mesures sanitaires impose aux salarié-e-s de prendre elles et eux mêmes la responsabilité d'exercer leur droit de retrait.

Dans les entreprises et les universités, les fermetures se font au détriment et des salarié-e-s et des étudiant-e-s. Alors que la ministre du Travail, Murielle Pénicaud, recommande au patronat de mettre les salarié-e-s au chômage plutôt que de leur verser leur salaire, la ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique Vidal, prévoit de confier à des prestataires privés l'organisation des examens. Macron affirme que les services de santé "doivent être placés en dehors des lois du marché", mais dans le même temps il offre €300 milliards d'argent public au patronat et refuse la création des 10 000 postes dont les hôpitaux ont urgemment besoin pour fonctionner.

Nous encourageons tou-te-s les salarié-e-s à user de leur droit de retrait pour imposer les mesures sanitaires nécessaires. Il est inacceptable que cette attitude soit sanctionnée par la mise au chômage ou la réduction du salaire. Le télétravail, qui aggrave la fracture numérique, doit être limité à la réalisation des tâches les plus prioritaires. Dans l'Éducation Nationale et dans les facs, la validation automatique du semestre et le report des candidatures apparaît comme la seule solution à même de permettre aux lycéen-ne-s et étudiant-e-s de poursuivre leurs études sans bouleverser le calendrier ni creuser les inégalités.

La protection des plus fragiles doit également être assurée. Nous exigeons la réquisition des logements vacants pour protéger les personnes à la rue, ainsi

que la gratuité des loyers, de l'électricité, du gaz et de l'eau, et la suspension de tous les remboursements de crédits pour tous les foyers dont les revenus sont ou seraient, du fait de la crise, inférieurs au SMIC. À Grenoble, la réquisition des logements vides s'impose, notamment pour les jeunes majeurs et les exilé-e-s privé-e-s de leur droit au logement.

Dans ses discours, Macron tente de donner un vernis social à sa politique : "déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond à d'autres [était] une folie [...] les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai". Nous ne sommes pas dupes de ses déclarations sur les services publics. Après s'être attaqué au code du travail, à l'assurance chômage, aux retraites et au système de santé le gouvernement tente d'imposer l'unité nationale en niant ses responsabilités. Les annonces du premier ministre sont encore plus inquiétantes : l'état d'urgence sanitaire devient un état d'urgence tout court, qui menace toutes les libertés.

La bonne efficacité des mesures sanitaires exige qu'un plan de réduction de l'activité aux seules activités essentielles soit mis en œuvre. Si le gouvernement en est incapable, c'est au mouvement social de le réaliser ! Les établissements qui ne sont pas essentiels à la vie collective et à la lutte contre la pandémie doivent être fermés. Dans tous les autres, les plus strictes mesures d'hygiène doivent être observées.

Ce que révèle cette crise, c'est le caractère profondément délétère et inégalitaire du capitalisme. Alors ne comptons que sur nos propres forces ! Face à ce gouvernement qui refuse de prendre les mesures nécessaires pour préserver la santé des retraité-e-s, des travailleurs-euses et de la jeunesse, nous appelons à maintenir la mobilisation pour exiger la création des 10 000 postes manquants à l'hôpital et la protection des travailleurs-euses sans perte de salaire. Nous exigeons également la réquisition /nationalisation de toutes les entreprises dont la production concerne la santé : industrie pharmaceutique (notamment tests de contamination par le Covid-19), production de masques, de gels désinfectants.

COMITE DE MOBILISATION INTERPRO GRENOBLE